Compte Rendu audience intersyndicale 11 février 2025 contre la fusion des brigades départementales

Suite au choix annoncé de la Directrice Académique de fusion des différentes brigades, les organisations syndicales **SNUipp93, CGT Educ'Action 93 et Snudi FO 93** ont été mandatées par une Assemblée Générale pour une audience en urgence avec des représentant-es délégué-es des différentes brigades REP +.

Lors des différentes instances paritaires et en préambule de l'audience, la Directrice Académique a confirmé son choix de suivre les directives ministérielles demandant une gestion concentrée du remplacement. Dans la suite de l'audience, elle a clairement annoncé que cette gestion départementale, présentée évidemment comme plus « efficiente », préparait la mise en place du logiciel successeur d'«Andjaro», application privée déjà dénoncée pour sa gestion quantitative et non qualitative du remplacement.

Nous avons rappelé tout **l'intérêt d'une brigade spécifique** pour assurer un départ en formation de bonne qualité : continuité pédagogique, lien construit avec les équipes, les élèves et les familles, connaissance des écoles, expertise des collègues BDREP+ et adaptabilité au poste avec des remplacements à la demi-journée...

La Directrice Académique a affirmé que les formations continueraient à être assurées, mais si la piste de concentrer les formations en début et en fin d'année pour éviter les périodes de tensions sur le remplacement est avancée, pour l'organisation, tout est en réflexion. Un groupe de travail avec les organisations syndicales se tiendra afin de définir les modalités de la nouvelle organisation des formations REP+. Pour le moment, ce qui est envisagé : un calendrier devrait être défini, sur la 1ère période les BD REP+ devraient être affectés sur les remplacements de départ en formation avec le renfort d'autres BD nommées sur des écoles REP+. Par contre, beaucoup moins d'assurance d'être sur ces formations lors de la dernière partie de l'année où les formations reprendraient.

Malgré cela la Directrice Académique juge que cette année est plus propice pour effectuer cette fusion car la carte scolaire de l'année prochaine sera certainement pire encore que cette année selon elle. Même si cette décision n'a pas été anticipée, le faire cette année donne aussi la possibilité aux BD REP+ d'avoir un choix élargi avec la création sur tout le département des 80 postes de BD.

Pour la délégation reçue, il n'y avait donc pas urgence à prendre cette mesure. Mais pour la DSDEN, l'intention est bien de « rationaliser » et "d'optimiser" le remplacement.

Nous avons exposé la **rupture d'égalité de traitement** entre les collègues que cette annonce tardive implique. En effet, il ne s'agit pas d'une mesure de carte liée à la démographie : le poste des 140 collègues (l'équivalent de la fermeture de 14 écoles de 10 classes) était censé être pérenne. D'autant plus qu'avec les ouvertures de postes au mouvement l'année dernière, des collègues chevronnés ont utilisé tous leurs points (stabilité, éducation prioritaire, ville...) pour les obtenir.

La **perte financière** a également été démontrée, la Directrice Académique, reconnaissant cette préoccupation, a tenté de rassurer les collègues en évoquant que 60% du département était en éducation prioritaire, mais « omettant » de préciser la grande différence de primes entre la REP et la REP+.

Sur les démarches administratives concernant un autre projet professionnel dont la date limite est passée, la Directrice Académique a proposé que les collègues concernés se signalent auprès de la DSDEN et que les services verront ce qu'il est possible de faire, sans s'engager fermement sur la faisabilité.

Au niveau du mouvement intra-départemental, les collègues seront en **mobilité obligatoire**. Ils auront donc 5 vœux MOB à faire.

Les bonifications suite à la fermeture du poste sont :

- Priorité de rang 1 (priorité absolue) s'ils-elles postulent en premier vœu sur le poste de TR de leur école de rattachement actuelle.
- Bonification sur poste de TR sur tout le département.
- Bonification carte scolaire sur poste classe sur la commune de rattachement. Un « Addendum » est envisagé mais non confirmé, d'étendre cette bonification aux communes d'interventions du poste de Brigade REP+ actuel.

Un « Webinaire » pour informer les collègues BDREP+ sur le mouvement sera organisé courant mars.

Il est fait peu de cas des situations personnelles des collègues, au nom de la « rationalisation » budgétaire et nous ne sommes pas dupes de la réelle intention derrière la fusion des brigades, mettre en place la suite logicielle « d'Andjaro », véritable uberisation du remplacement.

Formation, remplacement, nous sommes tou-tes concerné-es.